



Cellule d'analyse européenne

Proposition de RÈGLEMENT

- 1.) relatif à la compétence, à la loi applicable, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux COM(2016)106
- 2.) relatif à la compétence, à la loi applicable, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés COM(2016)107

Proposition de DÉCISION DU CONSEIL

autorisant une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes patrimoniaux des couples internationaux COM(2016)108

Synthèse : Ces propositions visent une réglementation uniforme dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de droit des régimes matrimoniaux et de partenariats enregistrés. Dix-sept États membres souhaitent engager une coopération renforcée dans ce domaine. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de ces propositions expire le 10 mai 2016.**

1. Contexte

Les conjoints ou les partenaires enregistrés d'États membres de l'UE différents ont besoin de clarté et de sécurité juridique en ce qui concerne le juge compétent et le droit applicable en cas de litige patrimonial. Le droit international ne comporte pas, pour l'instant, de points de référence uniformes, si bien qu'il arrive parfois que plus d'un système juridique revendique sa compétence pour un même litige de nature patrimoniale. Les propositions européennes évoquées ici ont pour objectif de résoudre ce problème.

En principe, pour les propositions européennes dans le domaine de la « coopération judiciaire en matière civile », l'unanimité est requise.

Le Conseil « Justice et Affaires intérieures » de décembre 2015 n'est toutefois pas parvenu à réunir un consensus unanime au niveau de l'Union sur plusieurs propositions relatives à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière de droit des régimes matrimoniaux et de partenariats enregistrés¹.

Dix-sept États membres² ont alors demandé à la Commission européenne d'engager une coopération renforcée sur la base des documents qui devaient faire l'objet d'une décision lors du Conseil de décembre 2015.

¹ Ces textes étaient basés sur des propositions de la Commission européenne du 16 mars 2011 relatives aux régimes patrimoniaux des couples internationaux.

² Ces États membres sont les Pays-Bas, la Suède, la Belgique, la Grèce, la Croatie, la Slovaquie, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, Malte, le Luxembourg, l'Allemagne, la Tchéquie, l'Autriche, la Bulgarie et la Finlande.

Le 2 mars 2016, la Commission européenne a publié trois propositions en vue d'établir une collaboration plus étroite entre dix-sept États membres en matière de droit des régimes matrimoniaux et de partenariats enregistrés.

2. Sommaire

Les lignes de force des propositions peuvent être résumées comme suit:

	Sommaire	Explication
1	<u>Objectif:</u>	Problématique: actuellement, il n'y a pas de règles uniformes pour les questions de droit international privé susceptibles de se poser en cas de mariages et de partenariats enregistrés entre citoyens d'États membres de l'UE différents. Ces propositions offrent un cadre de droit privé international pour les litiges de nature patrimoniale entre partenaires internationaux de l'UE.
2	<u>Champ d'application</u>	- Il doit s'agir de litiges concernant le régime patrimonial présentant une <u>dimension transfrontalière</u>. - Les propositions précisent quel <u>tribunal national</u> est compétent pour aider les couples internationaux (conjoint ou partenaires enregistrés de différents pays de l'UE) dans la gestion de leur patrimoine ou de partage de celui-ci en cas de séparation, de divorce ou de décès. - En outre, les règlements font la clarté concernant le <u>droit applicable</u>, la <u>reconnaissance et l'exécution</u> des décisions dans le domaine du droit des régimes matrimoniaux et du partenariat enregistré. - Les règlements sont formulés de manière neutre du point de vue du sexe (et sont applicables aux couples de même sexe). - Les propositions ne visent pas à harmoniser le droit matériel des États membres en ce qui concerne les conséquences patrimoniales du partenariat enregistré. - Les États membres conservent leur propre régime fiscal en cas de liquidation des patrimoines dans le cadre d'un partenariat enregistré.
3	<u>Collaboration renforcée</u>	Dix-sept États membres appliqueront les mêmes règles aux situations transfrontalières concernant le droit des régimes matrimoniaux et les partenariats enregistrés. D'autres États membres pourront les rejoindre ultérieurement. Les États membres qui ne participent pas continueront à appliquer leur droit national (en ce compris leurs règles de droit international privé).

3. Cadre juridique européen et développements au niveau européen :

S'il n'est pas possible d'obtenir, au niveau de l'Union, l'unanimité en matière de coopération judiciaire civile, une coopération renforcée est toujours possible, conformément à l'article 328, paragraphe 1^{er}, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

À cette fin, le Conseil doit, à la majorité qualifiée, prendre la décision autorisant cette coopération renforcée. Cette proposition de décision constitue le document COM(2016)108 de la Commission.

La base juridique des deux projets de règlement en matière de régimes matrimoniaux et de partenariats enregistrés peut être trouvée à l'article 81, paragraphe 3, TFUE, qui traite de la coopération judiciaire civile, et plus particulièrement des aspects liés au droit de la famille. Les projets de règlement COM(2016)106 et COM(2016)107 requièrent l'unanimité des 17 États membres participants.

In casu, l'objectif est d'encore dégager un accord sur les propositions au cours de la présidence néerlandaise.

4. Conséquences pour la législation belge interne :

Les projets de texte sont des propositions de règlement. Si ces propositions sont adoptées, la réglementation sera directement applicable sans nécessiter sa transposition dans l'ordre juridique interne.

5. Suivi au sein de la/des commission(s) compétente(s) de la Chambre

- Commission de la Justice ;
- Pour information : Comité d'avis fédéral pour les questions européennes.

6. Suivi au niveau des instances fédérales:

- SPF Justice

7. Subsidiarité / Suivi parlementaire:

Il s'agit de propositions de règlement. La commission peut dès lors rendre un avis au sujet de la subsidiarité au sens de l'article 37bis du Règlement de la Chambre.

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité concernant cette proposition législative expire le 10 mai 2016.

La commission de la Justice peut également, dans le cadre du «dialogue politique» (initiative Barroso), adresser des remarques à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Projet d'avis/ Remarques

Concernant la subsidiarité/compétence du niveau européen:

Avis positif. Des mesures prises au niveau national ne permettent pas de supprimer les problèmes pratiques et l'insécurité juridique pour les couples internationaux. En l'absence d'une convention internationale, seule une initiative européenne permet d'élaborer une réglementation uniforme pour les questions qui se posent actuellement concernant le juge compétent et le droit

applicable en cas de litiges patrimoniaux entre des conjoints ou des partenaires enregistrés issus de différents États membres de l'Union européenne.

Concernant la proportionnalité

Avis positif. La coopération renforcée est un instrument logique pour atteindre les objectifs des règlements proposés si aucun consensus ne peut être dégagé entre tous les États membres de l'Union européenne. Une réglementation légale par le biais d'un règlement offre davantage de sécurité juridique pour les conjoints et les partenaires enregistrés. En effet, un règlement est directement applicable et ne nécessite aucune transposition ultérieure en droit interne. En outre, les propositions sont intéressantes en termes d'économie de procédure. La réglementation permet de réduire les coûts en évitant des procédures judiciaires parallèles dans différents pays. Les affaires seront moins complexes. Les décisions de justice relatives au patrimoine seront plus facilement reconnues et exécutées dans un autre État membre.

En ce qui concerne l'impact concret de la mesure, on peut éventuellement consulter les acteurs suivants : L'Ordre des barreaux francophones et germanophones, *l'Orde van Vlaamse Balies* et la Fédération royale du Notariat belge.

Pour en savoir plus :

Texte des propositions :

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160106.do>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160107.do>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160108.do>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – Règlement – Droit civil - Divorce – Droit de la famille - Mariage – Droit matrimonial – Droit international privé – Compétence juridictionnelle - Exécution
------------------------------	--

Rédaction: Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

**Voorstel voor een VERORDENING
betreffende de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de
tenuitvoerlegging van beslissingen op het gebied van huwelijksvermogensstelsels
COM(2016)106**

**Voorstel voor een VERORDENING
betreffende de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de
tenuitvoerlegging van beslissingen op het gebied van de vermogensrechtelijke
gevolgen van geregistreerde partnerschappen**

COM(2016)107

**Voorstel voor een BESLUIT VAN DE RAAD
houdende machtiging om nauwere samenwerking aan te gaan op het gebied van de
bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de tenuitvoerlegging van
beslissingen inzake de vermogensstelsels van internationale paren**

COM(2016)108

Samenvatting: Deze voorstellen betreffen een uniforme regeling voor de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen op het gebied van huwelijksvermogensrecht en geregistreerd partnerschap. 17 Europese lidstaten willen op dit domein een versterkte samenwerking aangaan. **De termijn om een advies over de subsidiariteit van deze voorstellen te formuleren, verstrijkt op 10 mei 2016.**

1. Context

Echtgenoten of geregistreerde partners uit verschillende Europese lidstaten hebben behoefte aan duidelijkheid en rechtszekerheid over de bevoegde rechter en het toepasselijke recht ingeval van vermogensrechtelijke geschillen. Het internationaal recht kent momenteel geen uniforme aanknopingspunten zodat soms meer dan één rechtsstelsel de toepasselijkheid claimt op een vermogensrechtelijk geschil. De Europese voorstellen, die hier besproken worden, voorzien hiervoor een oplossing.

Voor Europese voorstellen van “justitiële samenwerking in burgerlijke zaken” is in principe unanimiteit nodig.

De Raad “Justitie en Binnenlandse Zaken” van december 2015 kon geen eensgezindheid in Unieverband bereiken over enkele voorstellen betreffende de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen op het gebied van huwelijksvermogensrecht en geregistreerd partnerschap¹.

¹ Deze teksten gingen terug op voorstellen van de Europese Commissie van 16 maart 2011 die betrekking hadden op de vermogensstelsels voor internationale paren.

17 lidstaten² hebben hierna aan de Europese Commissie verzocht om te komen tot versterkte samenwerking op basis van de documenten die ter besluitvorming voorlagen in de Raad van december 2015.

Op 2 maart 2016 heeft de Europese Commissie drie voorstellen gepubliceerd om te komen tot nauwere samenwerking tussen zeventien lidstaten op het gebied van het huwelijksvermogensrecht en geregistreerd partnerschap.

2. Inhoud

De krachtlijnen van de voorstellen zien er, samengevat, als volgt uit:

	<i>Inhoud</i>	<i>Toelichting</i>
1	<u>Doel:</u>	Probleem: Momenteel zijn er geen uniforme regels voor vraagstukken van internationaal privaatrecht die kunnen rijzen in het geval van huwelijken en geregistreerde partnerschappen tussen burgers uit verschillende EU lidstaten. Deze voorstellen bieden een kader van internationaal privaatrecht voor vermogensrechtelijke geschillen tussen internationale partners uit de EU.
2	<u>Toepassingsgebied</u>	- Het moet gaan om geschillen betreffende het vermogenstelsel met een <u>grensoverschrijdende dimensie</u>. - De voorstellen verduidelijken welke <u>nationale rechtbank</u> bevoegd is om internationale paren (echtgenoten of geregistreerde partners uit verschillende EU-landen) te helpen bij het beheer van hun vermogen of de verdeling ervan bij (echt)scheiding of overlijden. - Daarnaast geven de verordeningen duidelijkheid over het <u>toepasselijke recht</u>, de <u>erkenning en de tenuitvoerlegging</u> van beslissingen op het gebied van huwelijksvermogensrecht en geregistreerd partnerschap. - De verordeningen zijn sekseneutraal geformuleerd (en zijn van toepassing op paren van hetzelfde geslacht). - De voorstellen beogen geen harmonisering van het materiële recht van de lidstaten inzake vermogensrechtelijke gevolgen van het geregistreerde partnerschap. - De lidstaten behouden hun eigen belastingregeling bij de vereffening van de vermogens in een geregistreerd partnerschap.
3	<u>Versterkte samenwerking</u>	- 17 lidstaten zullen dezelfde regels toepassen op grensoverschrijdende situaties i.v.m. de huwelijksvermogensrecht en geregistreerde partnerschappen. Andere lidstaten kunnen zich nadien aansluiten. - De lidstaten die niet deelnemen passen verder hun nationaal recht (m.i.v. hun voorschriften van internationaal privaatrecht) toe.

² Deze lidstaten zijn Nederland, Zweden, België, Griekenland, Kroatië, Slovenië, Spanje, Frankrijk, Portugal, Italië, Malta, Luxemburg, Duitsland, Tsjechië, Oostenrijk, Bulgarije en Finland.

3. Europees juridisch kader en ontwikkelingen op Europees vlak:

Als er op het gebied van “justitiële samenwerking in burgerlijke zaken” geen eensgezindheid in unieverband kan worden bereikt, is overeenkomstig artikel 328, lid 1, van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) nauwere samenwerking mogelijk.

De Raad moet hiertoe met gekwalificeerde meerderheid een Besluit vaststellen tot machtiging van die nauwere samenwerking. Dit voorstel van besluit is het commissiedocument COM(2016)108.

De rechtsbasis voor de twee ontwerpverordeningen aangaande huwelijksvermogensrecht en geregistreerd partnerschap is artikel 81, lid 3, VWEU dat handelt over justitiële samenwerking in burgerlijke zaken, en meer bepaald "aspecten in verband met het familierecht". De ontwerpverordeningen COM(2016)106 en COM(2016)107 vereisen unanimititeit onder de 17 deelnemende lidstaten.

In casu is het de bedoeling dat men over de voorstellen nog tijdens het Nederlandse voorzitterschap een akkoord bereikt.

4. Gevolgen voor interne Belgische wetgeving:

De ontwerpteksten zijn voorstellen van verordening. Als deze voorstellen worden goedgekeurd, zal de reglementering rechtstreeks van toepassing zijn zonder dat het een omzetting in de interne rechtsorde behoeft.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Justitie;
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Justitie

7. Subsidiariteit / Parlementaire opvolging:

Het betreft voorstellen van verordening. De commissie kan bijgevolg een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37*bis* van het Kamerreglement.

De termijn om een advies over de subsidiariteit van dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 10 mei 2016.

De commissie van Justitie kan ook in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerp van advies/ Opmerkingen

Omtrent de subsidiariteit / bevoegdheid van het Europese niveau:

Positief. Maatregelen op nationaal niveau kunnen de praktische problemen en rechtsonzekerheid voor internationale koppels niet wegnemen. Bij gebrek aan een internationaal verdrag kan enkel een Europees initiatief een uniforme regeling uitwerken voor de vragen die heden rijzen over de bevoegde rechter en het toepasselijke recht ingeval van

vermogensrechtelijke geschillen tussen echtgenoten of geregistreerde partners uit verschillende Europese lidstaten.

Betreffende de proportionaliteit:

Positief. Het instrument van de versterkte samenwerking is logisch om de doeleinden van de voorgestelde verordeningen te bereiken als er geen eensgezindheid kan worden bereikt onder al de EU-lidstaten. Een wettelijke regeling via een verordening biedt meer rechtszekerheid voor de echtgenoten en de geregistreerde partners. Een verordening is immers rechtstreeks van toepassing en vergt geen verdere implementatie in het interne recht. Bovendien hebben de voorstellen een proceseconomisch karakter: De reglementering is kostenbesparend omdat parallelle gerechtelijke procedures in verschillende landen worden vermeden. De rechtszaken zullen minder ingewikkeld zijn. Gerechtelijke beslissingen over het vermogen zullen vlotter worden erkend en uitgevoerd in een andere lidstaat.

Over de concrete impact van de maatregel kunnen eventueel volgende stakeholders worden bevraagd: L'Ordre des barreaux francophones et germanophones, Orde van Vlaamse Balies en de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat.

Om meer te weten:

Tekst van de voorstellen:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160106.do>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160107.do>

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160108.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – Verordening – Burgerlijk recht - Echtscheiding – Familierecht - Huwelijk – Huwelijksrecht – Internationaal Privaatrecht - Jurisdictiebevoegdheid - Tenuitvoerlegging
------------------------------	--

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be